

## Les services suisses sont peu compétitifs

**Etude. Hors banques et assurances, le secteur tertiaire croît nettement moins rapidement que dans les pays européens et aux Etats-Unis, affirme le BAK. La faible taille des entreprises en serait la cause**

Willy Boder

*Le domaine «autres services» contribue au tiers du produit intérieur brut et offre 1,7 million d'emplois*

Une partie du secteur tertiaire suisse n'est pas compétitive en comparaison internationale. Sa croissance moyenne annuelle, de 1980 à 2006, s'est limitée à 1,67%, alors que les Etats-Unis (+ 3,91%), l'Espagne (3,40%) et la plupart des pays européens (2,5% en moyenne) font nettement mieux. C'est la conclusion d'une étude de l'institut conjoncturel bâlois BAK, conduite par Thomas Dietzi, publiée dans la Vie économique .

Lorsqu'on évoque le secteur des services, l'attention se focalise sur les banques et assurances, traditionnel moteur de croissance helvétique au côté de l'industrie pharmaceutique. Pourtant, ce que les statisticiens classent sous «autres services» regroupe en Suisse 1,7 million de personnes, de l'informatique à la location mobilière et immobilière, en passant par les secteurs administrés comme la santé ou l'éducation. Son poids économique est important puisqu'il représente 32,5% du produit intérieur brut.

Sa faible croissance, en comparaison internationale, relève avant tout de facteurs structurels selon Thomas Dietzi. «Contrairement aux Etats-Unis ou aux grands pays européens, le tissu économique suisse est formé de PME. Or, les petites et moyennes entreprises hésitent à externaliser une partie de leurs services. Cela concerne particulièrement l'informatique et les tâches de surveillance.» Pascal Sieber, auteur d'études annuelles pour ICT Switzerland, branche faitière des services informatiques, confirme le phénomène. «L'externalisation des services n'est pas jugée prioritaire dans une démarche de réduction des coûts. Les entreprises suisses préfèrent agir sur le coût direct de la main-d'œuvre, poste plus important qu'à l'étranger puisque la part d'emplois très qualifiés atteint 60%, contre 50% dans les pays environnants.»

Les services informatiques sont aussi vendus plus cher en Suisse. «La différence de prix, entre les Etats-Unis et la Suisse, pour un accès à un serveur de banques de données peut atteindre 45%. Ce niveau de prix peut être dissuasif et freiner la croissance du secteur», note Pascal Sieber. Markus Fischer, membre du comité d'ICT Switzerland, explique la faible croissance par un retard dans les gros investissements. «Confrontés à une faible demande au début des années 2000, Swisscom et d'autres fournisseurs, par exemple les banques, ont renoncé à investir dans des interfaces pour entreprises. Les PME n'ont pas réalisé qu'elles se privaient d'un outil indispensable. Mais la tendance s'inverse aujourd'hui. Le marché est prêt à une croissance». Le secteur de la location immobilière est-il lui aussi victime d'une faible croissance? «Non, cette statistique ne correspond pas à la réalité de notre branche, note Francis Godel, président de l'Union suisse des professionnels de l'immobilier. A l'exception du cas spécial genevois, un taux de vacance, de 1 à 2%, assure la bonne croissance du marché. Et puis, citer comme exemples de croissance l'Espagne, où le marché est saturé, et les Etats-Unis, englués dans la crise «subprime», me fait sourire.»

Thomas Dietzi admet qu'il est aléatoire de calculer la valeur ajoutée du secteur de la location immobilière suisse. Une forte distorsion est provoquée par la valeur locative fictive, et statistiquement figée par le fisc, des habitations occupées par leur propriétaire.

La faiblesse de la croissance des «autres services» en Suisse s'explique également par la faible augmentation démographique, qui conditionne le poids des services administrés, dont l'éducation et la santé.

© Le Temps, 2008.